

L@ Semaine

POLITIQUE

Lorraine. Les députés racontent leur jour de censure

Nathalie Colin-Oesterlé, Estelle Mercier, Dominique Potier et Ludovic Mendes nous racontent leur 4 décembre, ce mercredi où le gouvernement de Michel Barnier est tombé. Deux hommes, deux femmes, deux Mosellans, deux Meurthe-et-mosellans appartenant à la gauche et au centre droit : quatre députés qui ont vécu de l'intérieur ce moment historique. Censure et conséquences.

Publié le 13 décembre 2024, 8:02 / Lecture : 9 min / Par [Aurélia Salinas](#)

Ils ne savent plus quel jour on est, tant leurs semaines suivent un cours particulier. Mandature inédite, jour historique. Le mercredi 4 décembre 2024, une majorité de députés (331) [a voté la censure](#) débouchant immédiatement sur la démission du gouvernement de Michel Barnier. Cela n'était plus arrivé depuis 1962 et quelque chose nous dit que ce n'est que le début d'une histoire sans fin. Quatre députés lorrains nous racontent comment ils ont vécu ce chapitre de l'intérieur.

L@ Semaine

À l'Assemblée nationale, ce mercredi-là, il règne une atmosphère très particulière. Il va se passer quelque chose d'historique. C'est désormais certain. Les déclarations publiques des uns et des autres ne laissent plus de place au doute. *« Ce matin-là, c'était paradoxal. Il y avait des gens qui rasaient un peu les murs, d'autres qui ricanaiient, fiers de ce qu'ils allaient faire. C'était une sensation très désagréable »*, raconte [Ludovic Mendes](#). Le député mosellan du groupe Renaissance et apparentés se sent dans une position *« attentiste »*. *« Je ne peux rien faire d'autre à ce moment-là »*, dit-il. La centriste messine [Nathalie Colin-Oesterlé](#) y croit encore. Un peu. *« Je me suis dit que la responsabilité allait l'emporter »*, témoigne celle qui découvre l'Assemblée nationale depuis son élection de juillet et qui n'en revient pas de l'atmosphère de cet hémicycle en comparaison de celle du Parlement européen où elle a siégé jusqu'en juin dernier. *« Je suis effarée de voir ce qu'il se passe, l'absence de respect des institutions, des élus. Cette hystérie collective orchestrée par les ingénieurs du chaos. Comment peut-on dire « Barre-toi » à un Premier ministre ? Comment des élus du Rassemblement national peuvent-ils insulter d'autres députés ? On devient fou. »*

Colère et tristesse

L@ Semaine

[Estelle Mercier](#) aussi découvre l'hémicycle depuis la rentrée de septembre et trouve injuste l'image qui en est rendue par les médias et une partie de la classe politique. « Je suis très en colère », réagit la socialiste. « Je découvre le travail à l'Assemblée nationale et je vois ce qui est fait. Le débat est qualitatif. » Ce mercredi 3 décembre, la Nancéienne retrouve, sans surprise, une ambiance « très tendue, comme elle l'est depuis plusieurs jours, depuis la niche parlementaire des Insoumis, les questions au gouvernement. C'est très électrique, violent dans les mots employés. Il y a beaucoup de mauvaise foi notamment de la part de l'ancien Premier ministre qui a refusé de serrer la main de son successeur et qui nous accusent d'irresponsabilité. »

« Nous avons tous un sentiment de très grande responsabilité face à ce moment de gravité. Le contraire de la désinvolture », pose pour sa part le socialiste meurthe-et-mosellan [Dominique Potier](#), habitué des lieux. « On était à la fois en train de sortir d'une impasse qui avait placé le gouvernement de Michel Barnier à la merci du Rassemblement national et face à un saut dans l'inconnu. »

L@ Semaine

« J'ai résisté jusqu'au bout pour ne pas voter la censure. »

DOMINIQUE POTIER, DÉPUTÉ SOCIALISTE

De nos quatre députés témoins, deux n'ont pas voté la censure, deux l'ont fait. *« J'ai résisté jusqu'au bout »,* insiste Dominique Potier qui finalement l'a votée. *« Il me coûtait de devoir en passer par là. J'ai espéré jusqu'au bout que Michel Barnier s'affranchisse du dialogue avec l'extrême droite. J'ai vu qu'il n'en serait rien. J'ai eu le sentiment que Michel Barnier s'autocensurait. »* Pour Estelle Mercier, non plus, cet acte n'a pas été facile.

« On censure aussi la main tendue au RN. »

ESTELLE MERCIER, DÉPUTÉE SOCIALISTE

« On ne vote pas une motion de censure de gâité de cœur. Nous sommes nombreux chez les socialistes à avoir hésité, à y avoir longuement réfléchi. Nous avons eu ce débat il y a trois semaines. La censure était logique et

L@ Semaine

cohérente puisque rien de ce que nous avons proposé n'a été repris dans le budget. L'attitude du gouvernement vis-à-vis de Marine Le Pen nous a encore plus confortés dans cette voie. On censure aussi la main tendue au RN. »

« Michel Barnier avait quinze jours pour faire un budget, il ne pouvait pas être parfait », estime pour sa part Nathalie Colin-Oesterlé. « Ce Premier ministre était le plus à même de réconcilier les Français. Mais la volonté de censure était posée dès le départ. Ce n'est pas Michel Barnier qui n'a pas voulu. Il ne méritait pas ça », poursuit NCO qui confie avoir ressenti une grande tristesse doublée d'une grande colère quand la censure a été actée. « Aucun budget ne peut être populaire aujourd'hui. Il faut choisir entre la popularité et la responsabilité. » « Michel Barnier a essayé de faire ce qu'il pouvait. Mais on ne pouvait pas s'attendre à ce que ça se passe autrement avec un socle commun qui n'a de commun que le nom. Ça ne pouvait pas marcher », analyse Ludovic Mendes, qui n'a pas non plus voté la motion.

« Lettre de vœux »

Soit. La messe est dite. Et le gouvernement Barnier, le plus éphémère de la Ve République, enterré. Alors maintenant ? Quelle sera la suite de l'histoire

L@ Semaine

? Nous voilà retombés dans une période d'attente où les noms de potentiels Premiers ministres valent au gré des heures et des humeurs. François Bayrou, Bernard Cazeneuve, Thierry Breton, Catherine Vautrin, Karim Bouamrane, Jean-Pierre Raffarin, Carole Delga... « *Ne faisons pas de fixation sur un nom* », tranche Dominique Potier. « *Cherchons plutôt un profil qui soit capable de faire travailler ensemble des responsables politiques qui viennent des deux rives. Quelqu'un qui soit dans l'écoute, le dialogue.* » Quelqu'un de gauche ? « *C'est préférable mais ça ne doit pas être un préalable* », répond-il. Quand Estelle Mercier réclame un Premier ministre de gauche même si les retours d'Olivier Faure (patron du PS) et Boris Vallaud (celui du groupe PS à l'Assemblée) après leur entretien avec Emmanuel Macron ne lui laissent pas grand espoir.

« Bâtissons un programme commun où l'on décide sur quoi on est d'accord, sur quoi on ne l'est pas. Si on n'est pas d'accord, on met l'idée de côté. »

L@ Semaine

LUDOVIC MENDES, DÉPUTÉ DU GROUPE RENAISSANCE ET APPARENTÉS.

Pour Ludovic Mendes, il faut aller chercher « *des personnalités extérieures aux partis représentés à l'Assemblée nationale* ». Le porte-parole du groupe Renaissance et apparentés estime surtout qu'il ne sert à rien « *de se précipiter. Nommer quelqu'un pour nommer quelqu'un et pour quoi faire ? Mettons-nous autour de la table et décidons d'un préaccord. Bâtitsons un programme commun où l'on décide sur quoi on est d'accord, sur quoi on ne l'est pas. Si on n'est pas d'accord, on met l'idée de côté* », poursuit-il. Un processus qui ressemble à ce que préconise Dominique Potier dans sa « *lettre de vœux* » adressée aux citoyens de sa circonscription. Le préalable est le même : une table et du monde autour. Mais le socialiste se montre encore plus précis sur le contenu des débats. « *Nous pouvons établir trois familles de propositions. Dans une première, on s'engage pour la stabilité politique, à la non-censure, au non 49.3, on consolide l'Union européenne, on consolide la souveraineté industrielle et agricole du pays. Enfin, le point qui sera certainement le plus difficile à obtenir : on dessine une trajectoire pour la réduction du déficit public. Dans la deuxième famille, on liste cinq à dix projets de loi sur lesquels on peut se mettre d'accord. Pour moi, ce serait l'humanisation des services publics, la question de l'adaptation au*

L@Semaine

dérèglement climatique, une conférence sociale sur le travail digne et reconnu. La troisième famille ferait l'inventaire des sujets dont nous admettrions qu'ils ne pourront être débattus et tranchés qu'au moment des élections présidentielles de 2027. »

Compromis

Résumé en une phrase ça donne : *« Il faut faire un compromis sur les choses essentielles »*. Ce qui ressemble à peu de chose près à ce que souhaite Nathalie Colin-Oesterlé quand elle se pose sur la suite à donner : *« On devient responsable et on trouve des textes de compromis. »* Ce qu'elle disait déjà il y a trois mois tout comme Dominique Potier. *« Nous sommes comme au jour d'après la dissolution. On a perdu trois mois. » « Oui le groupe de gauche dispose du plus grand nombre de députés mais tous seuls, nous ne pouvons pas appliquer un programme. Il est donc nécessaire de conclure des accords avec les autres. On n'appliquera pas un programme de gauche mais on peut essayer de limiter les dégâts, d'assurer l'avenir des Français. Puis réfléchir ensuite, de manière plus posée à la fin de cette Ve République »*, développe dans un écho Estelle Mercier.

L@ Semaine

Ça a l'air facile dit comme ça. C'est quand on demande qui sera autour de la table que les choses se corsent. « *L'arc républicain* », répondent Nathalie Colin-Oesterlé et Ludovic Mendès. Un arc qui pour eux exclut le Rassemblement national et La France insoumise. « *Quoi qu'on en dise LFI fait partie de l'arc républicain* », corrige Estelle Mercier. « *Je ne vois pas pourquoi on les en sortirait. Ils ont répondu en faveur d'un accord de non-censure.* » Dominique Potier ne les exclut pas. « *Toutes les forces qui ont contribué au Front républicain sont les bienvenues, et personne n'y est obligé* », poursuit celui qui a été dans le passé « *candidat divers gauche* » et qui donc « *connaît ces sujets-là* » sourit-il.

En Lorraine, avec ces quatre voix-là, l'arc républicain ne semble pas si difficile que cela à construire. Mais l'Assemblée nationale est un autre monde. Dont on peine à comprendre les logiques, les mécaniques et la dramaturgie. Le scénario politique de ces derniers mois les place, elle et ses acteurs, au cœur du réacteur. Comme nous le titrions à la Une de *La Semaine* au lendemain du second tour des élections législatives de juillet dernier : « *À eux de jouer* ». Autrement dit : mêmes joueurs jouent encore.